

Ancien ministre des Finances (1998-2000) de la République libanaise, économiste et historien, Georges Corm défend dans son dernier ouvrage, *Pensée et politique dans le monde arabe*, une vision de la culture arabe bien plus riche et ouverte que le cliché récurrent de berceau du terrorisme islamiste relayé par les médias dominants.

Dans votre dernier ouvrage, *Pensée et politique dans le monde arabe (1)*, vous faites clairement la distinction entre culture arabe et culture musulmane. Cependant, peut-on aujourd'hui, au regard des événements dramatiques qui secouent le monde arabe, victime de l'islamisme politique, séparer la pensée arabe de la pensée musulmane ?

Georges Corm C'est tout le sens de mon livre. Il est absolument nécessaire de faire cette distinction. Il faut rappeler que le monde arabe a une pensée et une culture qui se situent à la fois avec et en dehors de l'islam. En dehors, parce que la culture arabe existe préalablement à l'islam, avec des traditions poétiques majeures indépendantes de toute contingence religieuse. Dans le premier chapitre de mon livre, je rappelle d'ailleurs l'importance de cette culture poétique. Culture primordiale à tel point qu'aujourd'hui encore, les personnes les plus honorées dans toutes les sociétés arabes restent les grands poètes, mais aussi de grands compositeurs de musique, chanteurs et divas, de très nombreux romanciers de qualité, dont le travail artistique et littéraire constitue le fond de la conscience collective arabe. Il y a de fait une pensée arabe très diverse de type profane, ouverte sur tous les problèmes de la modernité et qui est un socle majeur de la conscience collective arabe. Cependant, la pensée arabe existe aussi avec l'islam – événement historique et culturel considérable –, puisque, après l'apparition de la prophétie coranique, certes de très nombreuses écoles théologiques ont fleuri, mais aussi la philosophie qui a repris et développé le patrimoine grec et a fertilisé la pensée chrétienne en Europe à travers l'Andalousie. Et aujourd'hui encore, dans les cercles intellectuels, il y a de grandes controverses et des débats souvent très riches. Une des questions qui travaille le plus la pensée arabe philosophique et politique tourne autour de la structure de l'esprit arabe : est-il un esprit théologique fermé ou un esprit philosophique ouvert ? Il y a aussi de très nombreux débats sur les bienfaits et les méfaits de la laïcité, et les différentes formes de séparation du temporel et du spirituel.

Ce que décrit par ailleurs mon ouvrage, c'est le basculement médiatique et académique en Europe et aux États-Unis sur l'islam politique, qui a été instrumentalisé et radicalisé à la fin des années 1970, lors du dernier épisode de la guerre froide, lorsque les États-Unis ont théorisé la nécessaire réislamisation des sociétés arabes pour faire face à l'extension du communisme dans la jeunesse de ces sociétés et d'autres sociétés musulmanes en Asie. Cela s'est notamment traduit par l'enrôlement et l'entraînement de milliers de jeunes Arabes en Arabie saoudite et au Pakistan, sur la demande des États-Unis, pour aller se battre contre l'armée soviétique qui a envahi l'Afghanistan en 1979, en invoquant la nécessité d'un « djihad » contre les athées soviétiques. C'est de cette première guerre d'Afghanistan qu'est née l'organisation al-Qaïda d'Oussama ben Laden, riche ressortissant saoudien, et qu'est né le mouvement des talibans, pratiquant lui aussi un islam radical à la mode saoudo-wahhabite. Ce que nous vivons aujourd'hui n'est que la suite logique de cette politique fatale.

Les contre-révolutions violentes qui ont suivi les révoltes arabes initiées en 2011, en Tunisie, et l'apparition, il y a un peu plus d'un an, de l'« État islamique » sont-elles aussi liées à un rejet des valeurs occidentales de la part des peuples arabes ?

Georges Corm Parlons plutôt de la vague de mouvements libertaires à forte coloration sociale qui a secoué toutes les sociétés arabes, du sultanat d'Oman à la Mauritanie, au premier trimestre de l'année 2011. Depuis trente ans, un récit cliché s'est installé qui prétend que la psyché musulmane aurait été agressée d'abord par le colonialisme, puis par les régimes républicains laïcs du monde arabe. Mais le colonialisme a fait des dégâts dans toutes les sociétés colonisées – hindoue, boud-dhiste, confucianiste, animiste ou chrétienne – donc pas seulement dans le monde musulman. Aussi, prétendre que le monde arabe est en guerre contre l'Occident est une déformation grossière de la réalité qui entretient le mythe que les organisations terroristes telles que Daesh ou le Front al-Nosra (branche syrienne d'al-Qaida – NDLR) incarneraient une psyché musulmane éternelle, résumée dans le radicalisme violent, tel qu'il peut être prôné par une utilisation perverse de la doctrine wahhabite qui constitue la doctrine d'État de l'Arabie saoudite et du Qatar. Il faut rappeler que ces deux pays, alliés des États-Unis et, entre autres, de la France, disposent de moyens financiers gigantesques qui ont facilité l'extension de la doctrine wahhabite dans toutes les communautés musulmanes sunnites. Mais soyons objectifs : il y a bien plus d'Arabes en accord avec la philosophie des Lumières qu'avec le terrorisme produit par ce radicalisme islamique, très peu conforme à l'esprit de cette religion. Il suffit de regarder dans le monde réel ! La quasi-totalité des gouvernements arabes sont des alliés de l'Occident, la Syrie exceptée et, évidemment, pour des raisons exclusivement politiques. Des centaines de milliers de familles envoient leurs enfants en Europe, en France en particulier, ou aux États-Unis pour qu'ils y fassent des études. Toute une partie de la jeunesse arabe ne rêve que d'émigrer en Europe, voire aux États-Unis. Cela prouve bien que tout le schéma huntingtonien de choc des civilisations est purement imaginaire.

Cependant, la France, qui a longtemps pratiqué une politique d'apaisement, a opéré un changement radical dans sa politique arabe dès lors que Nicolas Sarkozy est arrivé au pouvoir. Comment le pays des droits de l'homme est-il perçu par la population civile ?

Georges Corm Il serait souhaitable que la France cesse d'intervenir directement dans les conflits ou qu'elle cesse de vendre des armes aux monarchies de la péninsule Arabique, lesquelles sont employées dans des interventions violentes dans d'autres pays arabes tels que le Yémen. La politique extérieure française est totalement alignée sur la politique de l'Otan, des États-Unis et des États du Conseil de coopération du Golfe. Elle fait même de la surenchère comme dans le dossier syrien ou celui du projet de traité avec l'Iran. La France ne peut donc plus jouer un rôle d'apaisement ou d'arbitre impartial, comme au temps du général de Gaulle. Mais elle reste le pays des droits de l'homme, c'est une image qui reste encore très présente dans l'imaginaire collectif arabe. Parce que la pensée arabe moderne a été fortement influencée par les Lumières et la Révolution française. Pour le monde arabe, les premiers à être entrés en contact avec cette pensée européenne, ce sont les grands cheikhs de l'université islamique d'Al-Azhar, au Caire. Al-Tah-tawi, tout d'abord, qui est venu en France dès 1825, envoyé par le souverain égyptien de l'époque, Mohammed Ali. Sa mission consistait à savoir pourquoi et comment la France était arrivée à un tel niveau de développement et de modernité. C'est sans nul doute celui qui, le premier, a su le mieux saisir la notion de citoyenneté. Plus tard, il y a eu Taha Hussein, né dans un milieu rural très pauvre, atteint de cécité à l'âge de deux ans. Malgré cette infirmité majeure, ses études et son talent l'amenèrent à Al-Azhar, puis à l'université du Caire, puis à Montpellier et Paris, où il apprend le français et obtient un doctorat. Lorsqu'il reviendra en Égypte, il contribuera grandement au

développement de l'éducation dans le pays. Une de ses œuvres majeures, l'Avenir de la culture en Égypte, reste d'actualité pour toutes les sociétés arabes.

Pourtant, ne sont-ce pas ces mêmes pays où les Lumières sont apparues qui passent aujourd'hui leur temps à obscurcir l'horizon des pays arabes ?

Georges Corm C'est la seconde fois dans l'histoire contemporaine des Arabes que nous avons des révolutions et contre-révolutions fulgurantes. Tout d'abord, au temps de Gamal Abdel Nasser, cet homme charismatique qui a galvanisé l'ensemble du monde arabe pour le débarrasser de la colonisation. Le nationalisme arabe laïc et socialisant, qu'il prônait, a été considéré pendant très longtemps comme l'ennemi numéro un des grands puissances occidentales. L'expédition de Suez, en 1956, menée conjointement par la France, la Grande-Bretagne et Israël, en est la preuve la plus évidente. Par la suite, tous les efforts ont été déployés pour arrêter la vague révolutionnaire arabe anti-impérialiste des années 1960 et 1970, où les mouvements armés palestiniens ont joué un grand rôle. Efforts conjoints des puissances occidentales et des mouvances d'islam politique soutenues par l'Arabie saoudite. Francfort et New York sont alors devenus des lieux d'asile privilégiés des Frères musulmans. La grande vague libertaire de 2011 a suscité une autre contre-révolution, avec à nouveau les mouvances islamiques qui ont joué un rôle majeur, en alliance avec les États occidentaux. Rappelons que l'Arabie saoudite a envoyé son armée dans le petit royaume de Bahreïn pour y supprimer, par la force, la révolte libertaire et sociale. Ailleurs, cette révolution a de nouveau été brisée par les puissances occidentales, notamment par la France, en Libye et en Syrie, pour amener un changement de régime dans ces deux pays en particulier : le premier, vraisemblablement pour son rôle en Afrique subsaharienne ; le second, pour affaiblir le régime iranien et le Hezbollah libanais, pour le plus grand bonheur de l'État d'Israël, des États-Unis et de l'Arabie saoudite.

D'autres pays, comme la Russie, peuvent-ils encore jouer un rôle ?

Georges Corm La Russie, qui ne dispose que d'une petite base navale en Méditerranée, dans le port syrien de Tartous, fait cependant encore contrepoids. Elle ne lâchera pas aussi facilement ce pays, à l'heure où Moscou est en train de constituer avec l'Iran, la Chine et d'autres pays émergents, un bloc eurasiatique. Car, il n'y a pas de raison que les États-Unis, qui sont à 10 000 kilomètres de la Méditerranée, soient le seul grand acteur militaire et politique de la région, et que la Russie, qui a des frontières à 200 kilomètres de cette mer stratégique, et l'Iran en soit exclus. Cependant, les États-Unis tiennent absolument à contrôler le Moyen-Orient et la Méditerranée face au projet de regroupement eurasiatique. Et pour ce faire, Washington a deux alliés de poids dans la région, l'Arabie saoudite et Israël – en sus du Pakistan, plus loin dans la péninsule Indienne –, tous trois États à prétention religieuse. Car, si le problème de la pensée politique arabe est lié en partie à l'islamisme et à ses énormes moyens financiers, politiques et médiatiques, elle doit aussi faire face au phénomène israélien, qui se présente comme l'incarnation et le défenseur du judaïsme à l'échelle mondiale. Aux États-Unis, les fondamentalismes chrétiens jouent aussi un rôle important dans l'appui accordé au fondamentalisme israélien et à la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens sans aucune sanction internationale.

Au final, où situez vous l'espoir pour ces peuples, pris entre guerres et terrorismes ?

Georges Corm Ce qui s'est passé lors des révoltes de 2011 n'est pas vain. Il y a eu un formidable retour à l'unité de la conscience arabe, exaspérée par les autoritarismes de sources diverses, les injustices sociales extrêmes, l'absence d'opportunités d'emploi pour la jeunesse. Et ce moment restera nécessairement comme un grand instant de cette conscience collective, tout comme l'est resté le moment nassérien. C'est cela, le principal espoir. C'est donc la jeunesse. Mais il ne faut pas être naïf, rien ne sera possible tant que les conflits et les guerres n'auront pas desserré leur étau sur les nombreuses sociétés livrées à la violence aveugle et au terrorisme, qui ne tolère aucune diversité religieuse ou ethnique ou aucune pratique de l'islam différente du radicalisme à la mode wahhabite. Aussi je ne peux m'empêcher de renvoyer la balle à tous les démocrates américains et européens, pour qu'ils demandent des comptes à leur gouvernements sur les politiques menées dans le monde arabe depuis la fin de la Première Guerre mondiale. J'ai en effet du mal à comprendre que l'exercice de la démocratie soit restreint à l'espace intérieur, mais qu'il ne soit jamais demandé des comptes sur les politiques et interventions extérieures des gouvernements des États démocratiques, dont certains passent leur temps à vendre des armes et à s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres États. Est-ce cela, la démocratie ?

(1) Éditions La Découverte.